



LA « DEPENDANCE » N'EST PAS UN FLEAU...

La perte d'autonomie doit relever de la solidarité nationale
de la naissance à la fin de vie

ATTAQUE FRONTALE CONTRE LE PROGRAMME DU C.N.R.

Le chef de l'état a lancé un débat national sur la Dépendance, qui sera décliné pour la région Midi-Pyrénées lors d'une conférence le 30 mai à Toulouse. Aussitôt repris par les grands médias, cette « dépendance » présentée comme un fléau pour la société, ferait l'objet d'une énième réforme de ce Gouvernement réformateur ! En créant la confusion sur le sens des mots, les promoteurs du camp capitaliste tentent à nouveau de jouer sur l'affectif, l'émotionnel, sur la peur et la culpabilisation pour justifier du bien fondé de leur politique. Comme pour la réforme des retraites passée en force malgré l'opposition majoritaire des Salariés et des Assurés Sociaux, l'objectif du Chef de l'Etat et du Gouvernement n'est pas d'améliorer la prise en charge mais bien de répondre aux appétits des Groupes de Santé privés, des Banques et Assurances qui jappent d'impatience de réaliser des profits sur la Perte d'Autonomie des Hommes et des Femmes. Alors que la Sécurité Sociale issue du Programme du Conseil National de la Résistance, édictée dans une France ravagée par la guerre, anéantie économiquement, s'est fixée comme ambition nationale de permettre à chaque assuré (e) et ayant droit de faire face aux aléas de la vie de la naissance à la mort, les réformateurs du camp libéral, entendent utiliser la Perte d'Autonomie pour sortir de la Solidarité Nationale, cette période de vie qui ne concerne fort heureusement pas tous les individus (actuellement 73 % des plus de 90 ans vivent à domicile).

Comme pour les Retraites, il s'agit de mettre fin à tout ce qui échappe à la logique capitaliste de la marchandisation (des productions, des biens de la nature et même des humains, de leur santé, de leur vie de la naissance à la mort... !) de la part de ceux qui ont poussé à la construction européenne alignée sur les exigences des multinationales et ceux qui font le choix de se laisser enfermer dans cette Europe du marché « libre et non faussé ».

Ils mentent en permanence pour imposer leur logique.

Dans cette logique économique qui s'oppose à l'humain et à l'intérêt général, le système de Protection Sanitaire et Sociale, les Services Publics, les Associations à but non lucratifs, constituent des entraves insupportables qu'il faut faire disparaître. Derrière l'habillage de leurs discours au nom de leur « réalisme économique », leur choix, leur stratégie et objectifs sont avant tout de nature idéologique au profit des intérêts des grands groupes, des possédants, des fortunés qui s'enrichissent dans le cadre de leur droit de propriété à but lucratif !

LA SECURITE SOCIALE, UN SYSTEME INSUPPORTABLE POUR LE CAMP DU CAPITAL

En utilisant le mot « Dépendance », le Chef de l'Etat, son Premier Ministre et ceux qui composent son Gouvernement, ne visent pas seulement une période de vie liée au vieillissement, à l'état de santé et d'usure qui peut conduire à une perte d'autonomie physique ou mentale, ils se projettent dans une ambition politique de revanche pour sortir du système de Solidarité (Sécurité Sociale, la Vieillesse, la Maladie, le Handicap...), insupportable pour eux car échappant au profit.

Passer d'une société solidaire au règne de l'individualisme

Pour comprendre que ce projet de réforme n'est pas neutre, il convient de regarder les Groupes MEDERIC ou AXA, les grands groupes de la santé qui proposent des assurances individuelles très coûteuses en remplacement de la Sécurité Sociale. Tous les Hommes et Femmes ne sont pas condamnés(es) à perdre leur autonomie. Statistiquement, ce risque concerne 5,4 % des ouvriers et 2,2 % des cadres et professions intellectuelles. Pour autant, personne ne peut prétendre qu'il ou elle ne sera pas directement ou indirectement (parmi ses proches) concerné (e).

Une situation déjà totalement inacceptable qui peut encore s'aggraver :

- Pour les personnes âgées

Le coût d'une Maison de Retraite Médicalisée se situe actuellement entre 1800 et 3000 € par mois à la charge de la personne âgée. Quand celle-ci ne peut pas financer, ce sont les descendants (enfants, petits enfants...) qui doivent payer !

- Pour les personnes en situation d'handicap

Des structures inexistantes mettent en grandes difficultés les familles qui restent isolées dans la prise en charge tant sur le plan financier qu'humain.

- Dans les 2 cas

A cette situation s'ajoute la logique de rentabilité des établissements de Santé Publique qui conduit à la réduction des personnels de santé qualifiés, disponibles pour assurer leur mission de service public à des patients fragilisés demandant du temps, de la patience, de l'écoute et des qualifications. La tarification à l'acte transforme l'hôpital public en entreprise

de production dans laquelle l'utilisateur, le patient deviennent un client (une marchandise...). Les conditions d'accueil, de soins et de traitements des personnes dans les établissements privés qui rançonnent les résidents, leurs familles et collectivités, génèrent souffrances et maltraitements de milliers d'êtres humains qui ont participé à la Solidarité Nationale et au développement de la Société Française.

DES DEBATS PUBLICS TRONQUES

En décidant de tenir des débats interdépartementaux dans les régions sur la « Dépendance », le Chef de l'Etat et le Gouvernement essaient à nouveau de tromper l'opinion publique et faire croire qu'ils écoutent le Peuple. En région Midi-Pyrénées, la date du 30 mai a été retenue pour l'organisation de ce débat feutré et filtré sous l'autorité du Préfet de Région et de l'Agence Régionale de Santé.

La CGT revendique

- La prise en charge de la Perte d'Autonomie par la Sécurité Sociale.
- Le remboursement à 100 % par la Sécurité Sociale des soins et des médicaments.
- Des élections à la Sécurité Sociale pour élire des Administrateurs (trices)
- Le retour à une gestion de la Sécurité Sociale par ceux qui la financent : Les administrateurs salariés et leurs représentants syndicaux.
- Un grand Service Public de l'Aide à l'Autonomie tant à domicile qu'en établissement.
- Une Politique Nationale de Prévention de Santé incluant l'éducation de la population par l'intermédiaire de la Médecine Scolaire et de la Médecine du Travail ainsi qu'une prévention spécifique à l'âge.
- Pour l'élimination de la souffrance, de la pénibilité et des risques au travail qui contribuent à la perte d'autonomie.
- L'arrêt des exonérations des Cotisations Sociales aux entreprises, des politiques de bas salaires et de précarisation du travail et de la vie qui laminent les ressources de la Solidarité Nationale (Sécurité Sociale, Retraites, Indemnisation du Chômage, Formation, Logement Social...).
- Sortir les services publics, la protection sanitaire et sociale et l'humain de la logique marchande.
- Le retour à la Solidarité par la Sécurité Sociale, les Mutuelles dont le rôle essentiel doit porter sur la Prévention en matière de Santé, avec le développement de la gestion d'œuvres sociales, pharmacie, dentaire, optique...
pour sortir les soins de la logique marchande.

TOUS ENSEMBLE RASSEMBLEMENT

Lundi 30 mai à 12h30 à Toulouse

Devant l'Université Toulouse 1
rue des Puits Creusés - Parc des anciennes Facultés - Amphithéâtre Cujas
Restauration sur place